

Un dénouement prévisible

GABON La Cour constitutionnelle a validé l'élection d'Ali Bongo à la tête du pays, provoquant l'ire de ses adversaires.

Ali Bongo, fils du président Omar Bongo Ondimba décédé en juin après 41 ans au pouvoir, dont l'élection à la tête du Gabon a été confirmée par la Cour constitutionnelle lundi, devrait être investi vendredi alors que l'opposition dénonce «une mascarade».

Après cinq semaines de feuilleton, la Cour a validé l'élection malgré «quelques insuffisances» et rejeté ou déclaré irrecevables les recours en annulation du scrutin déposés par neuf candidats et une citoyenne. Selon la Cour, Ali Bongo est élu avec 41,79% des voix. Ce chiffre, issu du nouveau comptage des voix effectué fin septembre par la Cour, est légèrement différent de celui qui avait été annoncé le 4 septembre (41,73%) et avait provoqué un fort mouvement de contestation.

Lors d'émeutes à Port-Gentil, l'Ouest, la capitale pétrolière, trois personnes avaient été tuées, selon les autorités, au moins cinq d'après l'opposition. Le score des deux principaux rivaux d'Ali Bongo, qui s'estiment chacun vainqueur du scrutin, n'est que légèrement modifié mais il entraîne un bouleversement de poids : l'opposant Pierre Mamboundou passe avec 25,64% (bien 25,64%) des voix devant l'ex-ministre de l'Intérieur André Mba Obame, crédité de 25,33% des suffrages. Cet ancien proche d'Ali Bongo avait été classé deuxième du scrutin (25,88%) dans le résultat du 4 septembre, devant M. Mamboundou (25,22%).

Avant même la lecture de l'arrêt de la Cour, M. Mba Obame, auteur d'un des recours, a annoncé qu'il entamait une grève de la faim, dénonçant «un coup d'État électoral» et «une dérive dictatoriale». Une «petite clique s'arc-boute sur ses intérêts en prenant tout le pays en otage, a-t-il déclaré. La mascarade continue. (...) Le président Bongo nous avait laissé un pays qui avait des institutions crédibles, mais l'égoïsme, la mesquinerie, la soif effrénée de pouvoir ont en quelques mois ruiné le travail accompli.»

➤ **La Cour constitutionnelle, une «tour de Pise»**

«La Cour, c'est la tour de Pise : elle penche toujours du même côté. Nous ne sommes pas surpris, a déclaré Yvette Ngwevilo Rekan-galt, une des huit autres candidats



Photo : aifp

Le nouveau dirigeant du pays appartenant à une minorité ethnique, sa nouvelle tâche s'annonce ardue.

qui avaient déposé une requête. Les décisions de la Cour sont irrévocables mais la loi ne doit pas être au service d'un pouvoir (...). Si la loi est au service du pouvoir, le peuple reprendra un jour son pouvoir.»

Si le verdict de la Cour n'a entraîné aucun incident, la tâche s'annonce cependant compliquée pour Ali Bongo. «Personne n'est prêt à négocier avec lui», a confié un responsable de l'Union du peuple gabonais (UPG), le parti de M. Mamboundou. Ali Bongo, qui appartient à une petite ethnique, «aura contre lui les Fangs (ethnie de M. Mba Obame, relativement majoritaire dans le pays - entre 30 et 40% -), les Punus (ethnie de M. Mamboundou) et les Nzébis (ethnie de Zacharie Myboto, un autre candidat battu). Le pays va être ingouvernable», a-t-il estimé.

Le secrétaire d'État français à la Coopération, Alain Joyandet, a estimé qu'il fallait «laisser le temps» à Ali Bongo «de démontrer qu'il peut être un président de rupture».

Plus dure sera la suite

Ali Bongo Ondimba, 50 ans, veut se forger un prénom mais doit gérer les 41 ans au pouvoir de son père.

«Nous devons relever le nouveau défi pour sortir le Gabon de l'immobilisme (...) encourager la culture du travail sans clanisme ni corruption», a-t-il martelé. Pendant la campagne, il a oscillé entre se poser comme le représentant de la continuité paternelle et se montrer comme un homme neuf. Avant d'être élu, il avait assuré qu'il «n'était pas contradictoire» de vouloir le changement tout en se posant en héritier.

Né le 9 février 1959 à Brazzaville, où son père faisait son service militaire, Alain Bernard Bongo prit le prénom d'Ali en devenant musulman, comme son père dans les années

1970. Même s'il se dit qu'il nourrit depuis l'enfance l'envie de succéder à son père, il a su se faire une place sur la scène politique, s'exprimant toutefois rarement en public. Grâce à sa relation filiale, il a occupé des fonctions politiques puis ministérielles importantes tout en se posant comme un «rénovateur» du Parti démocratique gabonais (PDG), fondé par son père.

Pendant la campagne, Ali, qui aime rapper et se veut proche des jeunes, a dû composer avec les «dinosaures» pour que la machine électorale du parti œuvre en sa faveur. Ali, qu'on dit colérique, devra être diplomate et patient. Il a annoncé qu'il voulait «construire une société juste où le partage des richesses doit être équitable.»

CORÉES

La tactique du chaud-froid

La Corée du Nord a accepté hier de tenir des discussions avec la Corée du Sud dans la semaine, dans ce qui apparaît comme un signe de conciliation après les tirs d'essai de cinq missiles lundi.

Séoul a estimé que ces tirs constituaient une violation des résolutions des Nations unies, en appelant à leur arrêt.

Selon le ministère sud-coréen de l'Unification, Pyongyang a accepté la demande formulée par Séoul de deux séries de discussions : l'une, demain, sur la prévention des inondations et l'autre, vendredi, sur des questions humanitaires, dont le programme de réunion des familles séparées par la guerre de 1950-1953.

Selon l'agence sud-coréenne Yonhap, des signes montrent que la Corée du Nord s'apprêtait hier à de nouveaux tirs, cette fois depuis la côte ouest.

AFGHANISTAN

Pour Karzaï, des élections «justes»

Le président afghan, Hamid Karzaï, a reconnu hier que l'élection présidentielle contestée du 20 août dans son pays avait été marquée par des «irrégularités», mais a défendu la légitimité du scrutin, dans une interview diffusée par la chaîne américaine ABC. «Il y a eu des irrégularités. Il doit aussi y avoir eu des fraudes, cela ne fait pas de doute», a reconnu M. Karzaï, alors que les résultats de l'élection devraient être annoncés dans la semaine.

«Mais l'élection était juste et mérite des louanges. Pas le mépris, témoigné par la presse internationale, a-t-il affirmé. Cela me rend très mécontent. Plutôt furieux.» Il disposerait de plus de 54% des suffrages selon des résultats préliminaires.

PAKISTAN

Bombardements contre attentats

L'armée pakistanaise a de nouveau bombardé hier les zones tribales du nord-ouest, repaires des talibans alliés à Al-Qaïda qui ont promis d'autres attaques après avoir revendiqué l'attentat qui a fait 45 morts lundi.

PAROLES DU SUD

La sécurité alimentaire en temps de crise

Chaque mois, SOS Faim-Action pour le développement relaie le travail de ses partenaires africains qui œuvrent dans les domaines de la microfinance et de la souveraineté alimentaire.



SOS Faim soutient les organisations paysannes et l'agriculture familiale. «Atteindre la sécurité alimentaire mondiale en temps de crise» : c'est le thème de la journée mondiale de l'Alimentation 2009...

Comme le lait coulait à flots dans les champs européens, conséquence du refus des agriculteurs de le vendre à perte, le ministre belge Charles Michel, à la recherche d'une porte de sortie, a lancé le 22 septembre l'idée de le transformer en poudre pour l'envoyer dans des pays africains frappés par la famine. Aussitôt, nous recevions une réaction à chaud d'Aliou Ibrahim, secrétaire général de l'Apess (Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane), une organisation qui compte aujourd'hui environ 15 000 adhérents dans douze pays africains et dont la mission consiste à

«soutenir l'activité de l'élevage et les éleveurs traditionnels pour encourager un changement de mentalité et de pratiques des éleveurs et des autres acteurs du milieu».

Les mentalités, voilà bien le noeud du problème, et pas seulement au Sud : «Je voudrais simplement dire qu'il n'y a pas un moyen plus rapide d'accroître la pauvreté et donc la famine que d'envoyer du lait en poudre dans nos pays. En effet, quand on sait que, par exemple, 1 kg de lait en poudre reconstitué à partir de 10 l de lait frais, c'est la production moyenne journalière de cinq vaches laitières locales en Afrique, soit, en considérant que 5 l de cette production sont vendus pour un prix moyen du litre de 400 F CFA, un manque à gagner de 6 000 F CFA (soit près de 10 euros) par jour et par famille (pour 1 kg seulement!). On

peut continuer les extrapolations... C'est extraordinaire de voir comment les politiciens, au Nord comme au Sud d'ailleurs, manquent d'alternative et refusent de prendre de bonnes décisions parce qu'ils savent tous ce qu'il faudrait faire mais que, lorsqu'il s'agit de leurs propres intérêts, ils sont prêts à sacrifier des vies entières. Sinon comment comprendre qu'un ministre puisse imaginer une telle solution? Lorsqu'il y a des problèmes chez nous, des problèmes générés par 40 ans de mauvaise politique, on les exporte chez les plus vulnérables, chez les sans voix. Il ne sert à rien de transposer les problèmes parce qu'ils finissent toujours par revenir et de manière plus dramatique. (...) C'est vraiment incompréhensible ce qui se passe : c'est comme si nous étions dans un minibus dont le conducteur est su-

bitement devenu fou et qu'aucun obstacle ne peut arrêter.»

Et Mamadou Cissokho, fondateur de la Plate-forme panafricaine des paysans et des producteurs d'Afrique, de renchérir à propos du marché agricole mondial : «Nous sommes dans un système faussé, à l'opposé d'un système transparent. La productivité est soutenue par des subventions au-delà de la logique, au point d'avoir créé des énormes stocks alimentaires. On n'est plus dans un marché mais dans une mafia!»

A. Ibrahim comme M. Cissokho sont de grands leaders paysans. L'un comme l'autre, et comme tant d'autres de nos partenaires africains, ils œuvrent pour renforcer le monde paysan et améliorer les conditions de vie des ruraux. Mais que peuvent-ils faire si le Nord persiste à vouloir exporter au Sud les impasses créées par

les politiques de l'Union européenne qui visent systématiquement à produire toujours plus pour un prix toujours moindre?

L'aide alimentaire est une fausse solution. C'est au contraire à la dépendance alimentaire qu'il faut s'attaquer en destinant l'aide prioritairement aux producteurs locaux et en favorisant le droit de chaque pays à protéger son agriculture pour favoriser son développement.

Atteindre la sécurité alimentaire par la souveraineté alimentaire est possible, mais pas sans une remise en cause de nos modes de consommation; pas sans un changement de mentalité des politiciens et des électeurs européens.

Marine Lefebvre

www.sosfaim.org